



Conseil économique et social

Distr. générale
6 août 2008
Français
Original : anglais

Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle de 2008

(3-5 juin 2008)*

* Distribution préliminaire du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle (3-5 juin 2008). Les rapports sur les travaux de la première session ordinaire (29 janvier-1^{er} février 2008) et de la deuxième session ordinaire (15-18 septembre 2008) constituent les parties I et III. Ces rapports seront publiés ensemble sous leur forme définitive dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, 2008, Supplément n° 14* (E/2008/34/Rev.1-E/ICEF/2008/7/Rev.1).



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Organisation de la session.	1–6	3
A. Ouverture de la session.	1–4	3
B. Adoption de l'ordre du jour.	5–6	4
II. Travaux du Conseil d'administration.	7–121	4
A. Rapport annuel de la Directrice générale : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme (point 3 de l'ordre du jour).	7–35	4
B. Stratégies mondiales en matière de collaboration et de partenariats : note de synthèse préliminaire (point 4 de l'ordre du jour).	36–42	8
C. Propositions de coopération au titre des programmes de l'UNICEF (point 5 de l'ordre du jour).	43–75	10
D. Évaluation de la mise en œuvre de la politique en matière d'égalité des sexes à l'UNICEF : activités de suivi prévues (point 6 de l'ordre du jour).	76–86	16
E. Rapport sur la mise en œuvre de l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants (point 7 de l'ordre du jour).	87–97	18
F. Rapports sur les visites du Conseil d'administration sur le terrain (point 8 de l'ordre du jour).	98–104	20
G. Stratégie de l'UNICEF pour la protection de l'enfance (point 9 de l'ordre du jour).	105–106	21
H. Déclaration de la Présidente de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF (point 10 de l'ordre du jour).	107–109	21
I. Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour).	110–114	22
J. Clôture de la session (point 12 de l'ordre du jour).	115–121	23
Annexe		
Décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2008.		25

I. Organisation de la session

A. Ouverture de la session

1. Le Président a souhaité la bienvenue aux deux nouveaux Vice-Présidents du Bureau du Conseil d'administration : M. Gert Rosenthal (Guatemala) et M. Simona Miculescu (Roumanie), qui remplacent M. Jorge Skinner-Klée (Guatemala) et M. Mihnea Ioan Motoc (Roumanie). Il a exprimé sa sympathie et son soutien aux victimes du récent cyclone au Myanmar et du tremblement de terre dans la province de Sichuan (Chine) et, dans ce contexte, il a souligné le rôle crucial joué par l'UNICEF dans la distribution des secours ainsi que l'importance de garantir le droit des enfants à la protection dans les situations de catastrophe naturelle. Il a également souligné le rôle crucial joué par l'UNICEF face à la crise alimentaire mondiale et à la sous-alimentation dans le monde.

2. Abordant le point de l'ordre du jour consacré au rapport annuel de la Directrice générale, le Président a évoqué les résultats significatifs obtenus par l'UNICEF et ses partenaires, notamment le fait que le nombre annuel mondial de décès parmi les enfants de moins de 5 ans soit passé pour la première fois sous la barre des 10 millions, avec 9,7 millions de décès. Il a aussi évoqué certains problèmes persistants, notamment du côté de la distribution de traitements antirétroviraux aux femmes et aux enfants séropositifs et de l'aide aux orphelins du VIH/sida. Soulignant l'importance de l'égalité des sexes dans toutes les branches du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF, il a dit attendre avec intérêt le prochain débat sur la participation du Conseil d'administration au suivi des conclusions de l'Évaluation de la mise en œuvre de la politique d'égalité des sexes à l'UNICEF. Il a appelé l'attention des membres du Conseil sur plusieurs autres points de l'ordre du jour, notamment les points consacrés à l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition des enfants et à la Stratégie mondiale de collaboration et de partenariat, et souligné que le travail en partenariat s'imposait de plus en plus pour réaliser les engagements formulés dans la Déclaration du Millénaire ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement. Dans ce contexte, il a salué l'œuvre remarquable accomplie par les comités nationaux pour l'UNICEF.

3. Dans son allocution liminaire, la Directrice générale a fait le point de l'aide fournie par l'UNICEF aux victimes du cyclone au Myanmar et du tremblement de terre en Chine. Ces deux événements avaient mis en évidence la nécessité d'accorder une attention particulière aux catastrophes naturelles et à la capacité des États d'y faire face. Elle a décrit quelques secteurs prometteurs dans les activités menées par l'UNICEF au Libéria et en Sierra Leone – deux pays en sortie de conflit –, notamment ceux du rattrapage scolaire et de l'alimentation des enfants. L'alimentation était d'ailleurs au cœur des préoccupations de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, où la Directrice générale a lancé, au nom de l'UNICEF, le premier rapport sur *La situation des enfants en Afrique*, qui est axé sur la survie de l'enfant. La Conférence de Tokyo était saisie de plusieurs autres questions importantes pour l'UNICEF, parmi lesquelles les suivantes : les difficultés auxquelles se heurte la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; la mobilisation des communautés locales et le renforcement de leurs capacités; les systèmes sanitaires intégrés à base communautaire; l'éducation comme clef de la réduction de la pauvreté; la fiabilité

des dispositifs de collecte, d'évaluation et de suivi des données; et la situation des jeunes et le rôle des femmes.

4. Les enfants, notamment ceux de moins de 2 ans, sont l'une des catégories de la population les plus vulnérables à la hausse des prix alimentaires et des prix de l'énergie, deux problèmes qui ont particulièrement retenu l'attention des participants à la Conférence de Tokyo. L'UNICEF, qui fait partie de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général de l'ONU, s'efforce, en collaboration avec ses partenaires, de trouver des solutions à la crise, notamment dans le cadre de l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants.

B. Adoption de l'ordre du jour

5. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour, le calendrier et l'organisation des travaux de la session (E/ICEF/2008/9/Rev.1). Une délégation a demandé que le Secrétariat fasse, pendant la session, un exposé sur les actions que l'UNICEF avait menées en réponse au cyclone au Myanmar et au tremblement de terre en Chine.

6. Conformément à l'article 50.2 du Règlement intérieur, le Secrétaire du Conseil d'administration a annoncé que 38 délégations dotées du statut d'observateur avaient présenté leurs pouvoirs.

II. Travaux du Conseil d'administration

A. Rapport annuel de la Directrice générale : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du plan stratégique à moyen terme (point 3 de l'ordre du jour)

7. Le rapport (E/ICEF/2008/10) a été présenté par la Directrice générale, qui a rendu compte des principaux résultats obtenus en 2007 dans chacun des cinq domaines d'intervention du plan stratégique à moyen terme. Elle a aussi attiré l'attention sur le compendium de données qui complète le rapport annuel (sur le site Web de l'UNICEF seulement) et qui contient les informations les plus récentes ainsi que les tendances sur l'année par rapport aux multiples cibles et indicateurs permettant de mesurer la performance de l'UNICEF.

8. Les délégations ont félicité l'UNICEF des progrès significatifs accomplis dans les cinq domaines d'intervention du plan, y compris les situations humanitaires. Elles ont relevé que l'effort constant de mise en cohérence des actions tendant à atteindre les cibles du plan stratégique à moyen terme et les objectifs du Millénaire pour le développement confortait le rôle du plan stratégique à moyen terme au service des droits de l'enfant.

9. De nombreuses délégations ont salué les progrès accomplis au service de la survie de l'enfant, en particulier la réduction notable de la mortalité liée à la rougeole ainsi que le recul historique du nombre annuel de décès d'enfants de moins de 5 ans en dessous de la barre des 10 millions. Par contre, elles ont déclaré qu'il fallait accélérer les progrès dans les secteurs d'intervention suivants : santé de

l'enfant, de la mère et du nouveau-né; distribution d'eau potable et assainissement; éradication de la poliomyélite; et lutte contre le paludisme.

10. L'UNICEF a été félicité pour les progrès accomplis dans plusieurs domaines : a) collaboration avec les communautés et les autorités infranationales pour la prestation de services de base; b) éducation de base, avec notamment l'ouverture d'écoles adaptées aux besoins des enfants et l'adoption de normes de qualité en matière éducative; c) élargissement des partenariats visant à améliorer les services d'assainissement; d) mise en place de systèmes nationaux de protection de l'enfance; et e) amélioration des pratiques familiales et communautaires de soins.

11. La menace que la crise alimentaire mondiale fait peser sur les progrès en matière de survie et de développement de l'enfant a été évoquée par de nombreuses délégations. Celles-ci ont salué l'active participation de l'UNICEF aux travaux de l'Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, participation qui s'attache à garantir que les besoins des enfants seront satisfaits tant à court qu'à long terme.

12. Plusieurs délégations ont dit qu'il faudrait étudier les effets des migrations sur les enfants et que l'UNICEF devrait communiquer des informations plus détaillées sur les questions suivantes : les moyens d'assurer un enseignement de qualité aux enfants non scolarisés; les problèmes à surmonter pour éradiquer la poliomyélite; le renforcement de la justice pour mineurs; l'incorporation des enseignements tirés de l'expérience dans le processus de programmation de l'UNICEF; le renforcement des capacités des partenaires nationaux; et l'opportunité d'étendre à d'autres régions du monde que l'Afrique la Stratégie accélérée pour la survie et le développement de l'enfant. Plusieurs délégations ont demandé que les tableaux de résultats du plan stratégique à moyen terme soient étendus à tous les indicateurs.

13. S'agissant du VIH/sida, plusieurs délégations ont salué plusieurs des résultats obtenus, notamment l'incorporation d'un enseignement sur le VIH/sida dans les programmes scolaires. Toutefois, certaines délégations se sont dites préoccupées par la sous-estimation apparente de la part des fonds du programme consacrée à la lutte contre le VIH et le sida, et l'une d'elles a recommandé que des améliorations soient apportées au système de comptabilisation des dépenses dans ce domaine.

14. Plusieurs délégations ont dit apprécier le renforcement de la capacité d'intervention de l'UNICEF dans les crises humanitaires et le rôle directeur qu'il joue dans les collectifs humanitaires aux niveaux national et mondial. Par contre, certaines délégations se sont dites préoccupées par les difficultés rencontrées dans la réalisation de l'objectif fixé par le plan stratégique à moyen terme pour le recrutement de personnel pour les situations d'urgence.

15. Des orateurs ont salué l'importance que l'UNICEF accorde aux droits de l'homme dans l'élaboration de ses programmes, ainsi que le fait que les enfants les plus vulnérables et leur famille se trouvent de plus en plus au cœur de son action.

16. Plusieurs délégations ont demandé à l'UNICEF de continuer à renforcer ses activités dans les pays à revenu intermédiaire, notamment pour les aider à combler des inégalités croissantes. On a notamment recommandé que l'UNICEF noue des alliances plus étroites avec le secteur privé dans ces pays et s'emploie à susciter dans les entreprises un sens plus aigu de leurs responsabilités sociales.

17. L'UNICEF a été invité à généraliser ses partenariats stratégiques afin de pouvoir obtenir partout dans le monde des résultats durables au service des enfants. On a fait observer que la réalisation des objectifs du plan d'action « Un monde digne des enfants » et des objectifs du Millénaire pour le développement dépendait étroitement de ces partenariats stratégiques.

18. De nombreuses délégations ont affirmé l'impératif d'intégration de l'égalité des sexes dans toutes les activités de l'UNICEF et recommandé que ses politiques et programmes tiennent compte des recommandations formulées dans le rapport faisant suite à l'Évaluation de la mise en œuvre de la politique d'égalité des sexes.

19. De nombreux intervenants ont remercié l'UNICEF d'avoir lancé des consultations sur l'examen à mi-parcours du plan stratégique à moyen terme, qui sera abordé à la deuxième session ordinaire de 2008. Deux délégations ont préconisé de reconduire le plan stratégique à moyen terme jusqu'à 2011 afin d'aligner le cycle de planification de l'UNICEF avec ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ainsi qu'avec le calendrier de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015. On a fait valoir que l'examen à mi-parcours serait une bonne occasion de réfléchir aux moyens d'accélérer la réalisation des objectifs et de positionner l'UNICEF par rapport à des questions nouvelles comme les changements climatiques, l'urbanisation et les migrations.

20. Un certain nombre de délégations ont rendu hommage aux efforts déployés par l'UNICEF pour renforcer la responsabilité et l'efficacité. Plusieurs intervenants ont félicité la Directrice générale d'avoir fait procéder à une étude d'organisation et dit attendre avec intérêt le débat sur les progrès accomplis dans la mise en place des 10 initiatives qui y sont proposées pour améliorer l'efficacité du Fonds. L'UNICEF a été invité à renforcer encore ses stratégies de gestion axées sur les résultats et à résoudre les problèmes de recrutement évoqués dans le rapport annuel.

21. Tout en prenant acte des efforts qui ont été déployés pour axer le rapport annuel sur les résultats, certaines délégations ont invité l'UNICEF à améliorer encore ce rapport en accordant une attention plus particulière aux produits, à l'impact et à l'emploi des ressources. Faisant observer que le compendium de données contenait une grande partie des informations requises sur les résultats, plusieurs délégations ont demandé qu'il soit incorporé au rapport annuel, éventuellement sous forme d'annexe.

22. Les délégations ont marqué leur satisfaction du fait que l'UNICEF continue de s'orienter vers un travail d'amont au niveau des politiques, de son implication toujours plus grande dans des approches sectorielles, du soutien qu'il apporte à des budgets et à des stratégies de réduction de la pauvreté adaptés aux besoins des enfants et de sa collaboration avec les autres organismes des Nations Unies dans les pays où il intervient.

23. Les délégations ont apprécié l'engagement de l'UNICEF à participer à l'Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Plusieurs délégations ont relevé les difficultés auxquelles se heurte le programme « Unis dans l'action », notamment pour ce qui est d'harmoniser la réglementation, les cycles de planification, les normes d'établissement de rapports, les règles de passation des marchés et les pratiques commerciales des différents organismes des Nations Unies. Elles ont affirmé que les

économies qui pourraient résulter d'une plus grande cohérence de l'action du système des Nations Unies devraient être réinvesties dans les programmes. Les orateurs ont préconisé un renforcement du rôle du Coordonateur résident et souligné que la mise en œuvre dans un pays donné de tel ou tel élément de la réforme d'ensemble devait dépendre des besoins propres de ce pays. On a aussi recommandé que l'UNICEF continue d'harmoniser ses systèmes avec ceux des autres organismes des Nations Unies au niveau mondial.

24. De nombreuses délégations ont dit s'inquiéter de la part décroissante qu'occupent les ressources ordinaires dans le total des ressources et craindre qu'une prédominance des ressources autres que les ressources ordinaires n'aboutisse à une fragmentation de la programmation.

25. Après avoir remercié les membres du Comité exécutif de leurs observations et de leurs questions, la Directrice générale a exprimé sa gratitude à l'égard des États qui font progresser les droits des enfants. Elle a rappelé l'adhésion de l'UNICEF au principe de la gestion axée sur les résultats, et que les résultats obtenus sont mis en évidence dans le compendium de données. Elle a aussi fait observer qu'il est de plus en plus difficile d'attribuer tel ou tel résultat à tel ou tel organisme puisque ces résultats sont le fruit d'un large partenariat entre les organismes concernés; elle a souligné que l'UNICEF se sert des objectifs du Millénaire pour le développement et des cibles visées par le plan stratégique à moyen terme pour mesurer l'efficacité de son action. Elle a déclaré que les évaluations aident à repérer ce qui marche et ce qui ne marche pas et annoncé que l'UNICEF travaillait à se doter d'une base de recherche plus solide, notamment dans le cadre du Centre de recherche Innocenti. Plusieurs projets pilotes d'enquêtes à mener en partenariat avaient été exécutés au cours de l'année et seraient poursuivis.

26. La Directrice générale a souligné encore que l'UNICEF continuerait de privilégier fortement l'action humanitaire et l'action de développement. En ce qui concerne le fait que le Fonds n'avait pas atteint les objectifs de recrutement pour les situations d'urgence que lui assigne le plan stratégique à moyen terme, elle a fait observer que les chiffres publiés ne traduisaient pas la réalité des progrès que l'UNICEF avait faits dans le déploiement de personnels vers des pays et des régions touchés par des catastrophes en faisant jouer sa capacité de montée en puissance (« surge capacity ») ainsi que d'autres arrangements. En ce qui concerne le recrutement général, elle a rappelé que certains postes avaient été bloqués temporairement en anticipation de divers changements qui devaient être apportés au budget d'appui, comme il était expliqué dans le rapport.

27. Affirmant que l'égalité des sexes et les questions connexes se trouvent au cœur du développement, la Directrice générale a cité des exemples prometteurs de l'action menée par l'UNICEF sur le terrain face aux violences sexuelles et à d'autres problèmes touchant les femmes. Elle a annoncé la nomination prochaine au Siège d'un responsable chargé d'assurer le suivi des recommandations issues de l'évaluation de la mise en œuvre de la politique d'égalité des sexes de l'UNICEF.

28. Elle a déclaré que l'UNICEF continuerait d'élargir ses partenariats et de multiplier ses collaborations stratégiques au service des enfants.

29. Répondant aux observations formulées sur la crise alimentaire mondiale, la Directrice générale a affirmé que la réponse à apporter à cette crise et à son impact sur l'alimentation des enfants était considérée comme prioritaire. L'UNICEF était

étroitement associé à l'action menée dans ce domaine par le Secrétaire général à l'échelle du système des Nations Unies et continuerait de travailler en étroite collaboration avec les pays dans le cadre de projets d'enrichissement des aliments, de distribution d'aliments thérapeutiques aux enfants souffrant de malnutrition grave, de supplémentation en micronutriments et de promotion de l'allaitement maternel exclusif.

30. L'UNICEF continuait de soutenir l'éradication de la poliomyélite en étroite collaboration avec les responsables des pays touchés.

31. L'UNICEF continuait d'adhérer à l'objectif d'unité dans l'action assigné aux organismes des Nations Unies, cet objectif étant une priorité des pays hôtes; il participait, dans le cadre du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat du système des Nations Unies, à l'effort d'harmonisation de la réglementation des différents organismes du système. La Directrice générale a noté que l'UNICEF devait participer plus activement aux approches sectorielles qui avaient fait leurs preuves.

32. La Directrice générale a expliqué comment les dépenses consacrées au VIH et au sida avaient été comptabilisées et affirmé que l'UNICEF continuerait de suivre de près ces dépenses à l'avenir.

33. S'agissant de la demande formulée par certaines délégations à l'effet d'incorporer le compendium de données dans le rapport annuel, elle a répondu que cela ne serait pas possible en raison du fait que l'ONU limitait strictement le nombre de pages de ses documents; le compendium continuerait par conséquent de n'être publié que sur le site Web de l'UNICEF.

34. Pour conclure, la Directrice générale a réaffirmé que l'UNICEF poursuivrait ses efforts en vue de faire baisser la mortalité infantile, notamment en accélérant la mise en œuvre de ses stratégies au service de la survie de l'enfant en Afrique et au-delà. Elle a exprimé la gratitude de l'UNICEF à l'égard des pays et partenaires qui collaborent à son action et dit que l'UNICEF continuerait à travailler à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

35. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2008/11 (voir annexe).

B. Stratégies mondiales en matière de collaboration et de partenariats : note de synthèse préliminaire (point 4 de l'ordre du jour)

36. Le Directeur du bureau responsable de la collecte de fonds et des partenariats privés a présenté une « ébauche conceptuelle de stratégie mondiale de relations et de partenariats de collaboration » (E/ICEF/2008/12). Il a expliqué que l'élaboration de cette stratégie mondiale répondait au double souci de définir clairement, pour l'ensemble de l'UNICEF, le concept de collaboration et de partenariat, et de répondre aux nouveaux impératifs d'un monde en développement qui connaissent une évolution accélérée. Il fallait mettre en place les dispositifs nécessaires pour guider l'UNICEF dans ses relations stratégiques avec les États, le secteur privé et la société civile ainsi qu'avec ses partenaires du système des Nations Unies et des institutions financières internationales. Il importait de mobiliser toutes les parties prenantes afin d'obtenir de meilleurs résultats au service des enfants et de réaliser

les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Directeur a assuré au Conseil d'administration que la préparation de la stratégie, qui devait être prête à temps pour la session annuelle de 2009, comprendrait des consultations régulières avec les parties prenantes internes et externes ainsi qu'avec les partenaires multilatéraux, les organisations de la société civile, les partenaires du secteur privé et les membres du Conseil d'administration.

37. Les délégations ont remercié l'UNICEF de sa note de synthèse préliminaire (ou ébauche conceptuelle), dont elles ont généralement apprécié la concision et le contenu, et se sont engagées à continuer de soutenir le travail accompli par l'UNICEF avec ses partenaires. Plusieurs délégations ont insisté pour que la future stratégie mondiale renforce le cœur de métier de l'UNICEF, améliore l'exécution de son programme et permette d'agir réellement sur les dispositifs et les partenariats existants. Certaines délégations ont demandé que des liens plus étroits soient établis entre la future stratégie mondiale de collaboration et de partenariats et les autres stratégies de l'UNICEF (notamment la campagne « Unis pour les enfants », « Unis contre le sida ») ainsi que le plan stratégique à moyen terme et son examen à mi-parcours.

38. Alors que certaines délégations trouvaient que la note de synthèse préliminaire (ébauche conceptuelle) constituait une solide base de départ, d'autres auraient voulu qu'elle soit plus complète et contienne un récapitulatif des partenariats existants, comme l'avait demandé le Conseil d'administration.

39. Le représentant du Groupe permanent des Comités nationaux pour l'UNICEF a pris la parole pour évoquer la contribution des comités nationaux aux ressources de l'UNICEF (environ un tiers du revenu total du Fonds), à la promotion des activités de l'UNICEF dans le monde et à l'établissement de relations de confiance avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les autres partenaires. Il a déclaré que le Groupe permanent entendait participer étroitement à l'élaboration de la stratégie mondiale de collaboration et de partenariat.

40. Plusieurs délégations ont fait observer que si la note de synthèse (ébauche conceptuelle) affirmait effectivement l'importance des partenariats, elle n'expliquait pas comment les partenariats existants fonctionnaient, pourquoi certains fonctionnaient mieux que d'autres, quels enseignements avaient été tirés de leur expérience et comment on entendait incorporer ces enseignements dans l'élaboration de la future stratégie mondiale. Le Secrétariat a répondu que plusieurs études de partenariats existants étaient en cours. Parmi ces études, il a cité l'évaluation des partenariats programmatiques mondiaux et l'examen des partenariats avec le secteur privé. Les principales conclusions de ces études seraient intégrées dans la stratégie mondiale.

41. On a aussi fait observer que la note de synthèse (ébauche conceptuelle) ne classait pas expressément les relations avec les Comités nationaux pour l'UNICEF et les gouvernements parmi les « partenariats », alors que même ces relations étaient cruciales pour le renforcement des capacités et pour la réalisation des résultats voulus pour les enfants. Le Secrétariat a répondu que les comités nationaux étaient considérés comme faisant partie intégrante de l'UNICEF et non comme des partenaires extérieurs. D'autre part, si l'on voulait inclure les rapports directs de l'UNICEF avec les gouvernements dans la stratégie mondiale, celle-ci finirait par couvrir un champ trop large et risquerait de faire double emploi avec le plan stratégique à moyen terme.

42. L'UNICEF a été prié d'organiser des consultations avec le Conseil d'administration à l'automne 2008 et au printemps 2009 pour faire le point avec lui de l'état d'avancement de la stratégie mondiale et pour examiner plus à fond les questions pendantes.

C. Propositions de coopération au titre des programmes de l'UNICEF (point 5 de l'ordre du jour)

a) Projets de descriptif de programme de pays

43. Le Directeur des programmes a fait un exposé d'ensemble sur les neuf descriptifs de programme de pays dont était saisi le Conseil d'administration.

Afrique centrale et Afrique de l'Ouest

44. Le Directeur régional pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest a présenté les projets de descriptif de programme de pays pour le Bénin, la République du Congo, le Niger et le Nigéria (documents E/ICEF/2008/P/L.4 et Corr.1 à E/ICEF/2008/P/L.7 et Corr.1). Le projet de descriptif de programme de pays du Niger a été présenté en association avec le rapport de la visite effectuée par des membres du Conseil exécutif dans ce pays.

45. Le représentant du **Bénin** a remercié l'UNICEF de son soutien et demandé des précisions sur plusieurs passages du projet de descriptif concernant « les facteurs qui risquent de compromettre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ». Parmi ces facteurs, il a noté la sous-représentation des enfants dans les politiques gouvernementales et l'ampleur du trafic d'enfants. Le représentant du Bénin a souligné la nécessité de dégager des financements plus importants au titre des ressources ordinaires, surtout par rapport aux autres ressources.

46. Intervenant également sur le projet de descriptif de pays pour le Bénin, une délégation a estimé que les objectifs retenus étaient trop ambitieux pour une période de seulement quatre ans et demandé un complément d'information sur les stratégies prévues par l'UNICEF pour atteindre ces objectifs et sur les catégories de la population couvertes par le programme. Des compléments d'information ont aussi été demandés sur les partenariats existant au Bénin, notamment avec le secteur privé. En ce qui concerne le trafic d'enfants, on a invité l'UNICEF à concentrer ses efforts sur les régions du pays où ce problème est le plus aigu. Pour ce qui est de l'éducation, l'action de l'UNICEF devrait sortir du cadre strictement scolaire pour chercher à atteindre les enfants non scolarisés.

47. Le représentant du **Niger** a souligné la volonté de son gouvernement d'assurer le bien-être des enfants et de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a rappelé que le Conseil d'administration s'était rendu au Niger au cours de l'année et avait pu mesurer l'énormité des problèmes auxquels les enfants de son pays étaient encore confrontés, notamment pour ce qui est de la survie, de l'accès aux services de base et de la mortalité maternelle. Malgré les succès remarquables obtenus par le Niger dans la réduction de la mortalité infantile, la lutte contre le VIH/sida et la lutte contre le paludisme, ce pays avait toujours besoin d'un soutien massif de la part de ses partenaires. Le représentant du Niger a

salué l'action de l'UNICEF et de tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux de ce pays.

48. Un intervenant a salué l'action de l'UNICEF au Niger, notamment pour ce qui est de réduire la malnutrition et de promouvoir l'éducation des femmes, tout en regrettant que le programme ne soit pas plus ambitieux dans la lutte contre la malnutrition aiguë. Il a encouragé l'UNICEF à mieux coordonner son action avec ses partenaires.

49. La Ministre de la condition féminine et du développement social du **Nigéria** a dit que la coopération de l'UNICEF était appréciée de son gouvernement. Elle a mis en relief plusieurs succès obtenus récemment par son gouvernement avec l'appui de l'UNICEF sur le quadruple plan de l'élaboration des politiques (avec notamment l'adoption d'une loi relative aux droits de l'enfant, d'une politique nationale de l'enfant et de directives nationales relatives à la création et à l'administration des orphelinats), du renforcement des capacités des institutions nationales chargées de la protection de l'enfance, de l'enregistrement des naissances et de la lutte contre le VIH/sida. Elle a décrit les priorités de son gouvernement dans les domaines de la survie de l'enfant, de l'éducation et de la réduction de la pauvreté.

50. Deux délégations ont souligné l'importance de parvenir à une éradication complète de la poliomyélite et déclaré que leur gouvernement soutenait les campagnes d'éradication menées dans les pays où cette maladie est endémique. Une délégation a évoqué la menace que constitue pour les pays voisins l'augmentation du nombre des cas de poliomyélite constatée au Nigéria.

51. Le Directeur régional a répondu aux observations formulées par les intervenants sur les projets de descriptif de pays à l'examen. Il a expliqué qu'au Bénin le volet du programme consacré à l'éducation couvrait les enfants non scolarisés par le biais de programmes éducatifs spéciaux et que les ressources ordinaires étaient réparties selon une formule approuvée par le Conseil d'administration. Au Niger, il fallait absolument réduire des taux de malnutrition très élevés. Au Nigéria et dans les autres pays atteints, l'UNICEF était engagé à fond dans l'éradication de la poliomyélite.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

52. La Directrice régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a présenté le projet de descriptif de programme de pays pour le Soudan pour 2009-2012 (E/ICEF/2008/P/L.12 et Corr.1), qui répondait au souci de faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que l'exécution du plan stratégique quinquennal du Gouvernement d'unité nationale et du plan budgétaire triennal du Gouvernement du Sud-Soudan.

53. Le représentant de la **République du Soudan** a dit que son gouvernement appréciait la coopération de l'UNICEF et que le programme de pays soutenait les actions engagées par le Soudan pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a remercié les pays donateurs de l'appui qu'ils fournissaient à ce programme; sans leur appui, les plans de relèvement et de reconstruction du Soudan ne pourraient en effet pas être exécutés. Il a noté avec satisfaction que le descriptif de programme de pays avait fait l'objet d'une étroite collaboration entre l'UNICEF, le Ministère de la coopération internationale et les partenaires du Sud. En réponse à certains commentaires formulés pendant la discussion du descriptif de programme,

le représentant du Soudan a déclaré que les interventions tendant à politiser le programme de pays étaient inacceptables.

54. Plusieurs délégations ont salué l'action menée par l'UNICEF au Soudan pour améliorer la situation des enfants dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la protection et exprimé leur satisfaction des efforts déployés pour aligner le cycle du programme sur les plans nationaux. Elles ont estimé que le programme était cohérent et les objectifs réalisables.

55. Une délégation a noté qu'un programme aussi considérable supposait le déploiement de moyens internes importants et devait être axé sur la consolidation de la paix, les changements climatiques, l'égalité des sexes, l'accès à l'eau et l'alimentation. Il importait aussi de garantir une approche intégrée des organismes du système des Nations Unies, notamment par rapport à la protection de l'enfance.

56. Une autre délégation a signalé à l'UNICEF des contradictions dans ses données statistiques concernant les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Elle a demandé des précisions sur la question du financement des transferts sociaux et proposé son aide dans ce domaine. Bien que des progrès substantiels aient été accomplis dans le domaine de l'éducation, il importait d'analyser de manière plus approfondie des questions comme celles de l'accès à l'éducation, la qualité de l'enseignement, la rétention scolaire, le décrochage et la déscolarisation et, enfin, l'éducation des filles. On a invité l'UNICEF à faire figurer dans la matrice de résultats les grands indicateurs de progrès qualitatifs plutôt que les indicateurs de progrès quantitatifs.

57. Une délégation a demandé une analyse plus poussée de la situation au Soudan, notamment en ce qui concerne de nouvelles sources d'approvisionnement en eau. On a dit qu'il importait de tenir compte des problèmes spécifiques des différentes régions dans l'exécution du programme. On a souligné qu'il fallait créer des capacités, renforcer les dispositifs de suivi et d'évaluation, mettre au point des indicateurs de qualité et de résultats et procéder à une réflexion plus poussée sur la pauvreté et les droits des enfants. Il fallait aussi mettre en place une base de données plus complète et axée sur les objectifs de développement. Les stratégies de protection de l'enfance faisaient partie intégrante de l'action de l'UNICEF au Soudan.

58. Dans sa réponse, la Directrice régionale a souligné l'importance du renforcement des capacités, qui était une priorité de l'UNICEF, ainsi que celle de l'éducation et de la rétention scolaire des filles. Pour ce qui est d'améliorer la situation des enfants et de leur famille, l'UNICEF s'orientait vers une approche systémique plutôt que vers des interventions spécifiques impliquant des transferts sociaux. S'agissant des statistiques évoquées par une délégation, la Directrice générale avait l'intention de consulter le bureau de pays et de répondre ensuite individuellement aux délégations. Elle a souligné que l'UNICEF était stratégiquement équipé pour faire le travail de terrain requis en coordination avec ses partenaires et que son souci de faire fructifier les dividendes de la paix était visible dans tous ses secteurs d'intervention, notamment la santé, l'éducation et la protection de l'enfance.

Amériques et Caraïbes

59. Le Directeur régional pour les Amériques et les Caraïbes a présenté les projets de descriptif de programme de pays de courte durée pour l'Équateur (E/ICEF/2008/P/L.8) et le Guatemala (E/ICEF/2008/P/L.9 et Corr.1). Dans les deux cas, les prorogations du programme avaient été sollicitées pour donner aux nouveaux gouvernements des deux pays concernés le temps de discuter plus à fond de leurs priorités et de leurs stratégies avec les équipes de pays des Nations Unies.

60. Le représentant du **Guatemala** a exprimé la gratitude de son gouvernement pour la coopération accordée par l'UNICEF, qui a permis d'améliorer la situation des enfants sur plusieurs plans, notamment grâce à l'adoption des mesures juridiques et institutionnelles nécessaires au fonctionnement des dispositifs de protection de l'enfance et au soutien apporté à l'enseignement interculturel bilingue. Il a souligné la volonté de son gouvernement de s'attaquer aux problèmes de développement que sont la malnutrition chronique et la pauvreté de l'importante population autochtone guatémaltèque et de faire appliquer la récente loi relative à l'adoption. Il s'est inquiété de la réduction des ressources ordinaires prévues dans le projet de descriptif de programme de pays pour le Guatemala et en a demandé la raison.

61. Le Directeur régional et plusieurs délégations ont évoqué fermement la nécessité d'orienter l'action de l'UNICEF vers les populations autochtones. Ces délégations ont encouragé l'UNICEF à continuer d'accorder un degré élevé de priorité aux populations autochtones dans le prochain descriptif de programme de pays portant sur un cycle de programmation complet, notamment en appuyant l'enseignement bilingue en maya et en espagnol. Plusieurs délégations ont aussi fait valoir qu'il importait que l'UNICEF apporte rapidement son concours à la mise en œuvre de la nouvelle loi guatémaltèque relative à l'adoption.

62. Le Directeur régional a aussi évoqué le problème de la malnutrition chronique dans la région, la malnutrition chronique étant un indicateur fondamental de la faim. Ce problème a été mis en évidence par plusieurs organismes des Nations Unies dans un rapport récent sur les objectifs du Millénaire pour le développement dans le domaine sanitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. Un intervenant a mis en relief l'importance du rôle joué par l'UNICEF dans l'application de mesures nationales d'urgence contre la malnutrition. Un autre orateur a invité l'UNICEF à intervenir plus énergiquement face à la violence contre les enfants.

63. La représentante de l'**Équateur** a salué le soutien et la coopération apportés par l'UNICEF à son pays. Elle a souligné la volonté de son gouvernement d'augmenter les investissements sociaux; de financer le nouveau plan national de développement à même les recettes pétrolières du pays; de poursuivre l'exécution de son programme de subventions aux enfants et aux femmes vulnérables; et d'appuyer l'UNICEF dans ses rapports avec le Conseil national de l'enfance. Elle a demandé pour quelle raison le montant prévu des ressources ordinaires avait été réduit de 10 % dans le projet de descriptif de programme de pays pour l'Équateur.

64. Dans sa réponse, le Directeur régional a rappelé que le financement par prélèvement sur les ressources ordinaires était une question qui se posait au niveau mondial et qu'il convenait par conséquent de l'appréhender dans ce contexte.

Asie du Sud

65. Le Directeur régional pour l'Asie du Sud a présenté les projets de descriptif de programme de pays pour l'Afghanistan (E/ICEF/2008/P/L.10 et Corr.1) et le Pakistan (E/ICEF/2008/P/L.11).

66. Le représentant de l'**Afghanistan** s'est félicité de la décision de prolonger d'une année le programme de pays 2006-2008 afin d'aligner les cycles programmatiques appuyés par l'ONU sur la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. Il a remercié l'UNICEF de son fidèle soutien et préconisé une augmentation des crédits affectés à la protection de l'enfance, considérant qu'il était éminemment prioritaire de protéger les enfants contre la violence, l'exploitation et les abus de toute nature. La crise alimentaire constituait une autre priorité qui exigeait une aide accrue de l'UNICEF pour la préparation aux situations d'urgence et pour l'alimentation scolaire. Il a affirmé que l'insécurité provoquée par le regain d'activité terroriste, en particulier dans le sud et l'est du pays, était le principal obstacle à surmonter pour améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants. Pour renforcer l'impact de l'aide internationale, il fallait mieux exploiter les synergies et coordonner les activités des organismes du système des Nations Unies.

67. Plusieurs délégations ont fait observer que le budget considérable et les nombreuses composantes du programme de pays, qui couvrent presque tous les volets de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, montraient bien que l'UNICEF était un partenaire de développement essentiel de ce pays. Des précisions ont été demandées sur l'aide apportée par l'UNICEF pour l'établissement des rapports de l'Afghanistan sur les droits de l'enfant. Plusieurs délégations ont déclaré que l'UNICEF devait travailler en étroite collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour protéger les enfants touchés par le conflit. Elles ont recommandé que l'UNICEF accroisse les crédits affectés à la protection de l'enfance, concentre ses efforts en matière d'éducation sur les provinces difficiles d'accès et continue d'apporter son concours à un large éventail de programmes, y compris dans les provinces instables. Dans la préparation de la prochaine phase du programme de pays, l'UNICEF devrait continuer à promouvoir l'égalité des sexes dans tous ses domaines d'intervention, notamment en ventilant par sexe les données qu'il collecte.

68. Une délégation a souligné l'importance qu'il convenait d'accorder aux secours d'urgence et au soutien humanitaire, notamment pour répondre aux besoins des enfants et des femmes touchés par la violence, en particulier la violence sexiste. Elle a demandé des informations sur ce qui était fait pour garantir que la réponse du programme de pays au rapport de 2007 sur l'action humanitaire soit mise en cohérence avec la préparation en cours du Plan d'action humanitaire commun.

69. Le représentant du **Pakistan** a confirmé que le projet de descriptif de programme de pays avait été mis au point en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies et les partenaires de développement. Le Pakistan avait proposé d'être l'un des huit pays pilotes pour l'application des recommandations du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies. La décision de reconduire jusqu'en 2010 le Plan-cadre d'aide au développement des Nations Unies pour le Pakistan pour la période 2004-2008 afin de l'aligner sur les cycles de planification nationaux avait rendu nécessaire l'élaboration du programme de courte durée à l'examen. Le représentant du Pakistan a expliqué que les stratégies de ce programme établissaient un lien entre les volets

éducation et santé et les mesures de protection de l'enfance et de protection sociale, ainsi qu'avec le renforcement du dialogue sur les politiques et des activités de sensibilisation. Cela correspondait à un changement du modèle choisi par le Pakistan, qui était passé d'une approche privilégiant la prestation de services à une approche privilégiant une sensibilisation et un dialogue sur les politiques plus approfondis avec les principales parties prenantes, dans l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats.

70. Commentant le projet de descriptif de programme de pays pour le Pakistan, une délégation a affirmé que l'UNICEF jouait un rôle majeur dans l'exécution du projet pilote « Unité d'action des Nations Unies » et demandé au Siège de l'UNICEF de faire preuve de souplesse et d'accorder l'appui voulu à ce projet.

71. Dans sa réponse, le Directeur régional a déclaré que les informations contenues dans le rapport sur l'action humanitaire et le montant des crédits demandés dans l'appel d'urgence en faveur du Pakistan avaient informé la préparation du Plan d'action humanitaire commun. Il a exprimé son appui aux recommandations tendant à renforcer les capacités nationales et l'état de préparation aux situations d'urgence et à mieux harmoniser l'action des partenaires du Pakistan. L'UNICEF travaillait en étroite collaboration avec les ministères et les partenaires concernés pour leur faciliter l'établissement des rapports destinés au Comité des droits de l'enfant. L'UNICEF était en train de mettre à l'essai plusieurs stratégies d'accès aux populations vulnérables et agissait en étroite collaboration avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, notamment pour tout ce qui concerne la protection de l'enfance. Un large éventail de programmes visait à améliorer la condition féminine.

72. Le Directeur régional a mis en relief le rôle considérable joué par le Gouvernement pakistanais dans la réponse aux situations d'urgence au Pakistan et ailleurs, avec l'appui technique de l'UNICEF. L'UNICEF soutenait à fond le très important projet pilote « Unité d'action des Nations Unies » au Pakistan et s'attachait à le faire avancer. Le Directeur régional a accueilli favorablement les observations de la délégation qui avait demandé à l'UNICEF de faire preuve de souplesse et d'accorder l'appui voulu à ce projet.

Approbation des projets de descriptif de programme de pays

73. Par sa décision 2008/8, le Conseil d'administration a approuvé le budget indicatif global des programmes de coopération des pays dont le descriptif portait sur le cycle de programmation complet, et approuvé dans leur intégralité les descriptifs de programme de pays de courte durée (voir la décision 2008/8 dans l'annexe du présent rapport).

74. Le Président a informé le Conseil d'administration que les projets de descriptif de programme de pays portant sur un cycle de programmation complet seraient révisés compte tenu des observations formulées pendant leur examen et affichés sur le site web de l'UNICEF dans un délai de cinq semaines suivant la session. Les projets de descriptif de programme de pays ainsi révisés seraient approuvés par le Conseil selon la procédure d'approbation tacite à la deuxième session ordinaire de 2008, sauf si cinq membres au moins avaient informé le secrétariat par écrit, avant la session, qu'ils souhaitaient saisir le Conseil d'un programme de pays donné.

75. Dans une déclaration faite au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Questions diverses », plusieurs délégations ont évoqué la décision 2006/19 du Conseil d'administration et dit que, selon leur interprétation de cette décision, l'UNICEF était censé communiquer au Conseil une liste des projets de descriptif de programme de pays dont l'examen devait être reporté à sa deuxième session, avec les raisons justifiant ce report. Ces délégations ont demandé à l'UNICEF de veiller à communiquer ladite liste au Conseil d'administration avant sa session annuelle.

D. Évaluation de la mise en œuvre de la politique en matière d'égalité des sexes à l'UNICEF : activités de suivi prévues (point 6 de l'ordre du jour)

76. La Directrice adjointe pour l'égalité des sexes, les droits et l'engagement civique (Division des politiques et pratiques) a présenté les principaux résultats de la récente évaluation de la mise en œuvre de la politique d'égalité des sexes à l'UNICEF ainsi que le plan de suivi de l'organisation, tel qu'il est énoncé dans le document du Conseil d'administration E/ICEF/2008/CRP.12.

77. La Directrice adjointe a indiqué que l'évaluation a fait ressortir quelques-uns des principaux atouts de l'UNICEF en matière de promotion de l'égalité des sexes, y compris de nombreuses pratiques exemplaires, qui s'appuyaient sur l'attachement des responsables et de l'ensemble du personnel de l'UNICEF aux droits de l'homme et à la justice sociale. L'UNICEF a fait montre de plusieurs lacunes et insuffisances dans la mise en œuvre du principe de l'égalité des sexes, à savoir : capacités limitées en matière de personnel; faiblesse des structures de responsabilisation; application sporadique de la politique en matière d'égalité des sexes; niveau d'engagement insuffisant des hauts responsables; confusion dans l'esprit du personnel entre la politique en matière d'égalité des sexes et de parité sur le lieu de travail, d'une part, et la recherche de résultats favorisant l'égalité des sexes dans les programmes, d'autre part. D'autres organismes et partenaires des Nations Unies présentent des lacunes similaires. L'UNICEF avait toutefois la possibilité de jouer un rôle de premier plan en matière d'égalité des sexes. Il menait une action en trois phases à court et à long terme, et élaborait un plan d'action en matière d'égalité des sexes.

78. Les délégations ont accueilli avec satisfaction l'évaluation et ses principales conclusions et recommandations, et elles se sont félicitées de l'ouverture et de la transparence dont l'UNICEF a fait preuve en ce qui concerne les résultats. Elles se sont accordées à penser que l'égalité des sexes était primordiale pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a été souligné que l'autonomisation des femmes avait une forte incidence sur la santé et le bien-être des enfants.

79. Les délégations ont salué les résultats positifs déjà obtenus par l'UNICEF ainsi que les bonnes pratiques déjà adoptées en matière d'égalité des sexes. Elles ont formulé plusieurs suggestions pour la suite à donner aux conclusions et recommandations de l'évaluation : intégrer une perspective soucieuse de l'égalité des sexes dans tous les aspects des activités de l'UNICEF; réviser la politique en matière d'égalité des sexes de 1994 et tenir des consultations avec les membres du Conseil d'administration au cours du processus; réviser périodiquement les politiques en matière d'égalité des sexes, par exemple tous les 5 ou 10 ans; mettre

au point des normes et outils conceptuels; formuler des objectifs clairs, fixer des mesures concrètes assorties d'échéances précises et mettre en place un système dynamique de responsabilisation; suivre et contrôler les allocations de ressources et les dépenses permettant d'obtenir des résultats en matière d'égalité des sexes dans le cadre de la gestion axée sur les résultats; suivre et évaluer les progrès; rendre compte dans le rapport annuel du Directeur général des résultats des progrès accomplis; développer les capacités du personnel en matière de promotion de l'égalité des sexes et de la parité, en considérant ce facteur comme une compétence essentielle, et recruter de nouveaux experts aux niveaux mondial, régional et national; encourager un engagement plus ferme de la part des hauts responsables; renforcer les partenariats à tous les niveaux au sein et à l'extérieur du système des Nations Unies.

80. Les délégations ont souligné également qu'en matière d'égalité des sexes, il importait d'accorder une grande attention aux contextes particuliers et culturels des pays au stade de l'analyse de ces questions, ainsi qu'aux stades de l'élaboration d'un plan d'action en la matière et de la révision de la politique en vigueur.

81. Il était généralement admis que l'UNICEF pouvait jouer un rôle de tout premier plan en matière d'égalité des sexes, compte tenu de la forte présence de l'organisation sur le terrain, de son approche fondée sur les droits et des partenariats qu'elle noue. À cet égard, on s'est félicité de l'action de l'UNICEF visant à favoriser au sein des équipes de pays des Nations Unies l'adoption d'une approche commune de la question de l'égalité des sexes. La mi-parcours du plan stratégique à moyen terme 2006-2009 offrait une excellente occasion d'intervenir dans ce sens.

82. En réponse, la Directrice générale a réaffirmé son attachement personnel inaltérable à l'égalité des sexes, dont elle a souligné l'importance pour la réalisation d'un développement durable. Elle a également souligné le lien inextricable qui existait entre l'autonomisation des femmes et le bien-être des enfants. Citant des exemples de travaux en cours en matière d'égalité des sexes, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la violence sexuelle et sexiste, elle a insisté sur la nécessité de renforcer ces activités.

83. La Directrice adjointe pour l'égalité des sexes, les droits et l'engagement civique a expliqué que le processus de consultations avec les délégations et les partenaires était exposé dans la partie concernant les mesures au titre de la phase II. Elle a souligné l'importance des partenariats et la nécessité pour l'UNICEF de tirer des enseignements des bonnes pratiques de ses partenaires, indiquant qu'à cet égard, le Fonds travaillait déjà avec d'autres institutions pour échanger des données d'expérience en matière de promotion de l'égalité des sexes.

84. La Directrice adjointe a convenu que d'autres efforts s'imposaient pour adapter la programmation de l'égalité des sexes aux contextes particuliers, notamment culturels, des pays; elle a évoqué les directives régissant l'établissement des rapports d'analyse de la situation pour l'identification des disparités entre les sexes et les causes de ces disparités. Elle a également convenu que la mi-parcours du plan stratégique à moyen terme offrait à l'UNICEF une excellente occasion d'intervenir. Notant qu'il n'était actuellement pas possible de reconfigurer les systèmes financiers de l'UNICEF pour suivre les dépenses consacrées à l'égalité des sexes, elle a dit qu'il serait plus utile d'axer les efforts sur le suivi des résultats et elle a souligné que la proposition tendant à mettre au point des outils et normes conceptuels serait sérieusement examinée.

85. Dans sa décision 2008/10, le Conseil d'administration a prié l'UNICEF de lui présenter, à sa première session ordinaire de 2009, la réponse de l'administration à toutes les recommandations issues de l'évaluation, notamment les mesures prévues et leur calendrier de mise en œuvre.

86. Le Conseil d'administration a adopté la décision 2008/10 (voir annexe).

E. Rapport sur la mise en œuvre de l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants (point 7 de l'ordre du jour)

87. Le Conseil d'administration était saisi d'un rapport (E/ICEF/2008/11), qui a été présenté par le Directeur de la Division des programmes. Celui-ci a résumé les faits nouveaux intervenus dans la mise en œuvre de l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants, notamment la mise en place, au début de 2008, au Programme alimentaire mondial (PAM) à Rome, d'un secrétariat commun comprenant trois hauts fonctionnaires qui représentaient respectivement l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le PAM et l'UNICEF. Ce dernier avait affecté un montant de 300 000 dollars provenant de ses ressources ordinaires au fonctionnement de ce secrétariat.

88. Le secrétariat de l'Initiative avait établi un cadre de coordination de la formulation des stratégies et programmes, et élaboré du matériel de communication. Il avait entrepris de coordonner les interventions interinstitutions au niveau des pays. Une analyse de l'efficacité des programmes nationaux existants avait commencé dans un certain nombre de pays.

89. Dans le cadre de l'appui aux programmes nationaux, quatre domaines d'action principaux avaient été identifiés aux fins de promotion et de développement. Pour faire face à la flambée des prix des denrées alimentaires, l'Initiative montrera la voie à suivre pour veiller à ce que la priorité soit accordée aux enfants et aux femmes les plus vulnérables. Outre la coordination de l'appui aux programmes de pays, elle continuera de renforcer les capacités nationales pour détecter et gérer la malnutrition des enfants de 0 à 5 ans, et s'emploiera à étendre le recours à des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. L'UNICEF avait récemment publié, à l'intention des bureaux de pays, des directives techniques pour l'utilisation de ces aliments thérapeutiques, tels que Plumpy'nut®.

90. Plusieurs délégations ont exprimé leur appui à la participation de l'UNICEF à cette initiative, soulignant combien il importait de faire face au problème de la faim et de la dénutrition chez les enfants afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. L'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants était également considérée comme un domaine important de coopération entre divers organismes des Nations Unies. Plusieurs facteurs entravaient la mise en œuvre des initiatives visant à réduire la faim et la dénutrition, notamment les inégalités en matière de répartition des revenus, l'incidence négative de la production de biocarburants sur les denrées alimentaires, et la dégradation de l'environnement.

91. Outre les délégations des pays, le représentant de Rotary International a indiqué que son organisation appuyait l'Initiative. Les deux groupes de ressources

de Rotary opérant à l'échelle mondiale, l'un s'occupant de l'eau et de l'assainissement et l'autre des problèmes de santé, travailleront à cette initiative.

92. De nombreuses délégations ont indiqué qu'elles étaient conscientes qu'il importait de remédier à la flambée des prix des produits alimentaires et à la crise de la sécurité alimentaire. Il a été demandé à l'UNICEF de fournir plus d'informations sur ses plans pour faire face à la crise alimentaire, notamment des détails sur la façon dont serait assurée la complémentarité avec les initiatives et activités existantes; la manière dont les interventions seraient ciblées et les priorités établies; les modalités de suivi des situations au niveau national. Il importait de mettre l'accent sur les questions relatives à l'égalité des sexes et la vulnérabilité des femmes, ainsi que sur le renforcement des capacités dans les pays en développement à la fois par la coopération Nord-Sud et par la coopération Sud-Sud. En Amérique latine, du fait de l'augmentation des prix des produits alimentaires, un grand nombre de personnes sombreront dans la pauvreté.

93. Il a été souligné que les États devaient investir dans les activités rurales et agricoles; promouvoir les denrées alimentaires locales et les solutions locales; évaluer l'incidence des normes commerciales internationales, des accords dans ce domaine et des subventions sur la crise alimentaire. Plusieurs délégations ont demandé des informations sur la collaboration entre l'UNICEF et d'autres institutions internationales dans le domaine de la fortification alimentaire pour traiter les anémies et les déficiences micronutritionnelles.

94. Certaines délégations se sont déclarées préoccupées par le fait que l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants pourrait devenir une initiative centralisée qui risquerait de compromettre l'action au niveau des pays. Pour contrer cette possibilité, il importait de consulter les gouvernements nationaux sur les questions prioritaires et utiliser les analyses et études des pays sur l'efficacité des programmes de pays existants. L'Initiative devrait appuyer des approches intégrées qui seraient pilotées par les pays eux-mêmes pour améliorer l'état nutritionnel des enfants.

95. Plusieurs délégations ont reconnu que les femmes et les enfants étaient les plus vulnérables à la dénutrition et qu'il était essentiel d'atteindre les enfants de moins de 2 ans, cette tranche d'âge étant critique sur le plan nutritionnel. Les programmes devraient accorder la priorité à ces groupes, en particulier aux femmes, non seulement pour améliorer la situation des enfants mais aussi pour soutenir l'égalité des sexes, l'un des mandats fondamentaux de l'UNICEF.

96. Une délégation a suggéré que, face à la crise alimentaire, les programmes d'alimentation scolaire soient renforcés, ce qui contribuerait par ailleurs à accroître les taux d'inscription et de fréquentation scolaires.

97. Le secrétariat a pris note des observations et répondu aux questions des délégations. Il a noté en particulier plusieurs recommandations, à savoir la nécessité d'améliorer la nutrition des enfants au cours de leurs premières années d'existence; l'utilité des programmes alimentaires scolaires, qui complètent également les revenus de ménages et la nourriture disponible; l'importance des analyses et évaluations effectuées au niveau des pays afin de déterminer les meilleures interventions qu'il faudrait financer dans le cadre des stratégies visant à assurer la survie, la croissance et le développement des jeunes enfants, ainsi que la nécessité d'une action internationale dirigée par les pays. Il a été noté que l'UNICEF, en tant

que membre de l'équipe spéciale du Secrétaire général sur la crise alimentaire, continuerait de surveiller la situation et d'y réagir. Il a été noté par ailleurs que les mesures prises seraient également renforcées au niveau des pays : tous les bureaux de pays de l'UNICEF s'employaient à analyser la situation et avaient commencé à renforcer les activités qu'ils menaient au niveau des programmes et des politiques pour appuyer les programmes et les efforts nationaux.

F. Rapports sur les visites du Conseil d'administration sur le terrain (point 8 de l'ordre du jour)

a) Rapport sur la mission de visite effectuée par des membres du Bureau du Conseil d'administration de l'UNICEF en République démocratique populaire lao du 9 au 16 février 2008

98. Le Conseil d'administration était saisi du rapport sur la mission de visite (E/ICEF/2008/13) qui a été présenté par le Président du Bureau du Conseil d'administration, après la projection d'un film de courte durée réalisé au cours de la mission. Saluant le programme – qu'il a qualifié d'excellent – exécuté dans le pays, le Président du Bureau s'est félicité que le Gouvernement accorde une attention prioritaire aux enfants. Il a déclaré que cet appui était essentiel dans un pays où près du quart de la population vivait avec moins d'un dollar par jour. Il a souligné l'action que menaient l'UNICEF et ses partenaires dans le domaine de l'éducation, en particulier pour les filles et pour les enfants des communautés difficiles d'accès, et il a décrit le travail efficace effectué en matière de promotion d'écoles adaptées aux besoins des enfants et de programmes d'alimentation scolaire au profit des enfants et de leur famille.

99. Le Représentant de la République démocratique populaire lao auprès de l'ONU s'est félicité de la visite. Il a fait l'éloge du programme de coopération de l'UNICEF avec son pays pour 2007-2011, ajoutant que les partenariats étaient essentiels pour en assurer le succès.

b) Rapport sur la visite commune en Haïti des membres des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial, 1^{er}-9 mars 2008

100. Le rapport (DP-FPA/2008/CRP.1-E/ICEF/2008/CRP.11) a été présenté par le Représentant permanent de la République de Serbie auprès de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Pavle Jevremović, membre du Conseil d'administration de l'UNICEF.

101. M. Jevremović a évoqué les nombreux enjeux auxquels devait faire face Haïti, un État fragile aux institutions faibles, et il a souligné la contribution « remarquable » de l'UNICEF à la mission intégrée complexe des Nations Unies dans ce pays.

102. M^{me} Anna Ovcharenko, représentante de la Fédération de Russie et Rapporteuse de la mission de visite de 20 membres, a ensuite présenté le rapport qui portait essentiellement sur les questions se posant à l'échelle du système des Nations Unies.

103. Le représentant d'Haïti a remercié l'UNICEF pour le soutien qu'il apportait à son pays dans les domaines de la protection des enfants, de l'approvisionnement des

écoles en eau potable, de l'égalité des sexes et de l'éducation, en particulier l'éducation des enfants handicapés.

c) Rapport sur la visite effectuée au Niger par des membres du Conseil d'administration de l'UNICEF du 29 mars au 4 avril 2008

104. Après la projection d'un film de courte durée sur la visite effectuée au Niger par des membres du Conseil d'administration, le Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Robert Hill, a présenté le rapport (E/ICEF/2008/15) en sa qualité de chef de la délégation. Le rapport a été présenté à l'occasion de l'examen du projet de descriptif de programme de pays du Niger pour 2009-2013. Remerciant le Gouvernement nigérien pour l'appui et l'accès fournis à tous les niveaux, M. Hill a dit que le pays était conscient des enjeux extraordinaires auxquels il était face, qui allaient de la malnutrition aux faibles niveaux d'éducation. Il a dit que la délégation était très impressionnée par l'efficacité avec laquelle l'UNICEF menait ses opérations, en particulier la façon dont le Fonds travaillait avec d'autres organisations, y compris les organismes des Nations Unies, et le Gouvernement nigérien. L'équipe de l'UNICEF avait un vrai sens de sa mission et son action était appréciée par le Gouvernement et par la communauté dans son ensemble. M. Hill a souligné l'appui que l'UNICEF et ses partenaires apportaient à la décentralisation; à la fourniture de services de qualité dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau, de la nutrition et de la protection de l'enfance; au renforcement des capacités; à la recherche d'une solution au problème du mariage précoce, qui est lié à la question plus générale de l'éducation et des pratiques traditionnelles néfastes.

G. Stratégie de l'UNICEF pour la protection de l'enfance (point 9 de l'ordre du jour)

105. Le Conseil d'administration était saisi de la Stratégie de l'UNICEF pour la protection de l'enfance (E/ICEF/2008/5/Rev.1) destinée à appuyer le plan stratégique à moyen terme. Il a adopté la Stratégie dans sa décision 2008/12 (voir annexe).

106. À la suite de l'adoption de la Stratégie, une délégation a fait deux observations à ce sujet : a) au paragraphe 43 du document, on faisait clairement la distinction entre les situations d'urgence et d'autres types de violations des principes de la protection de l'enfance et, de ce fait, la liste des catégories de violations mentionnées n'était pas la même que celle figurant dans la section consacrée aux situations d'urgence; b) il importait de souligner que le document de référence mentionné au paragraphe 60 n'avait pas encore été publié. La délégation souhaiterait faire des observations sur ce document une fois qu'il serait publié.

H. Déclaration de la Présidente de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF (point 10 de l'ordre du jour)

107. La Présidente de l'Association mondiale du personnel de l'UNICEF a dit que la sécurité et la sûreté du personnel étaient le principal sujet de préoccupation des membres du personnel dans le monde entier, en particulier à la suite du

bombardement des locaux de l'ONU à Alger en décembre 2007. Elle a indiqué que l'Association avait soulevé plusieurs questions de sécurité : la sécurité des locaux des Nations Unies; une protection efficace du personnel recruté sur le plan local; le soutien antistress pour le personnel; une protection supplémentaire pour le personnel travaillant dans les zones à haut risque ou dans les situations hautement politisées; l'assurance que la sécurité du personnel féminin travaillant dans des pays où les droits des femmes étaient moins respectés serait assurée.

108. La Présidente a également exprimé d'autres préoccupations : la diminution du pouvoir d'achat du personnel, ce qui exigeait l'application d'autres méthodes de réévaluation des traitements et des prestations, et la nécessité d'assurer le perfectionnement du personnel, l'accent étant mis sur l'équilibre des sexes et les administrateurs recrutés sur le plan national.

109. La Présidente a cité les relations positives que l'administration de l'UNICEF a établies avec les associations du personnel de l'organisation comme un exemple de pratique optimale à conserver.

I. Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour)

Point de l'action de l'UNICEF à la suite des catastrophes naturelles survenues au Myanmar et en Chine

110. Le Directeur régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique a fait le point de l'action de l'UNICEF à la suite des catastrophes naturelles survenues au Myanmar et en Chine en 2008 et a notamment présenté les informations ci-après. Le cyclone qui avait dévasté le Myanmar en mai 2008 avait touché près de 2,5 millions de personnes, dont près de 200 000 enfants de moins de 5 ans. Comme convenu dans le cadre de l'organisation des secours du système des Nations Unies, l'UNICEF avait assuré la direction de la coordination de l'assistance humanitaire pour les questions concernant la nutrition, la protection de l'enfance, et l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et, conjointement avec Save the Children (Royaume-Uni), pour l'éducation. Il avait participé au lancement de l'appel accéléré interinstitutions et sa part des ressources demandées à ce titre s'élevait à 25 millions de dollars. Il participait également à une évaluation des besoins avec le Gouvernement du Myanmar et d'autres parties.

111. Ce rapport a été suivi d'un exposé faisant le point de l'action de l'UNICEF à la suite du tremblement de terre qui avait dévasté la province chinoise du Sichuan. Les informations ci-après ont été présentées : le bilan humain de la catastrophe était, selon les estimations, de 69 000 morts, 373 000 blessés et 18 000 personnes portées disparues. Le représentant de l'UNICEF en Chine assurait également la présidence de l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes et jouait un rôle essentiel d'appui au Coordonnateur résident pour la conduite de l'ensemble des opérations de secours des Nations Unies. Dans le cadre de son action, l'UNICEF avait fourni des services écologiquement rationnels de distribution d'eau et d'assainissement dans les villages. L'un des objectifs majeurs était de passer rapidement des secours immédiats au relèvement à long terme en tirant parti de programmes préexistants, notamment les programmes de préparation aux catastrophes et d'organisation des secours en cas de catastrophe.

112. Le Directeur des programmes d'urgence a noté par ailleurs que dès le début de la crise, l'UNICEF travaillait sur le terrain en très étroite collaboration avec l'OMS et le PAM, qui étaient chargés respectivement de la santé et de l'alimentation.

113. Le représentant du Myanmar a remercié l'UNICEF pour ses efforts, notant que celui-ci était le premier à aider les victimes dans son pays. Il a dit que la mise en place rapide de mécanismes de surveillance des maladies avait permis d'éviter des épidémies. Il a noté que le Ministère de l'éducation du Myanmar, qui bénéficiait de l'aide de l'UNICEF pour la réparation des écoles et la fourniture de matériel éducatif, avait pu, dès la première semaine de juin, rouvrir les écoles dans les zones touchées.

114. Le représentant de la Chine a remercié l'UNICEF pour l'appui apporté au Gouvernement de son pays dans le cadre de son opération inédite de secours d'urgence. L'UNICEF avait fourni, par l'intermédiaire du Gouvernement, des tentes, du matériel médical et des pastilles de désinfection de l'eau. Bien que des répliques et des catastrophes secondaires aient continué de menacer les zones dévastées, la réinstallation et la reconstruction après la catastrophe étaient passées au premier plan de l'ordre du jour et le Gouvernement évaluait l'étendue des dégâts et des pertes de sorte qu'un plan de relèvement et de reconstruction puisse être élaboré dans les trois mois.

J. Clôture de la session (point 12 de l'ordre du jour)

115. Dans sa déclaration finale, la Directrice générale a remercié les nombreux représentants qui étaient venus de leurs pays pour participer à la session. Elle a également remercié le Conseil d'administration d'avoir entériné la Stratégie de l'UNICEF pour la protection de l'enfance et a déclaré que la protection des enfants était un volet important de l'activité de l'organisation, et couvrait plusieurs domaines allant de la violence contre les enfants aux enfants soldats en passant par le travail des enfants. Sur la question des partenariats, elle a déclaré qu'il restait encore beaucoup à faire mais qu'elle était convaincue qu'il importait de déterminer quelle était la meilleure façon de collaborer avec d'autres pour trouver des solutions et obtenir des résultats durables pour le bien des enfants.

116. La Directrice générale a réaffirmé que l'UNICEF était fermement résolue à intégrer le souci d'égalité des sexes dans l'activité de l'organisation. Elle a dit que cette question était essentielle au développement, ajoutant que, pour l'essentiel, l'action de l'UNICEF dans le domaine de l'égalité des sexes, que ce soit l'éducation des filles, la protection des femmes et des filles, la recherche d'une solution aux pratiques néfastes ou la santé des mères et des enfants, était menée comme un tout intégré.

117. La Directrice générale a dit que le débat sur l'Initiative de lutte contre la faim et la dénutrition chez les enfants a montré qu'il importait d'intégrer diverses interventions pour remédier à la situation causée par la flambée des prix des produits alimentaires au niveau mondial. Elle a noté qu'il était essentiel non seulement de répondre aux besoins immédiats d'aide alimentaire mais, plus important encore, de trouver une solution à la question à long terme de la production alimentaire. L'UNICEF continuerait de participer très activement aux activités de collaboration sur le terrain pour que les enfants ne souffrent pas de dénutrition, qui

était l'un des facteurs contribuant à environ un tiers de la mortalité des enfants de moins de 5 ans.

118. S'agissant des missions de visite du Conseil d'administration sur le terrain, la Directrice générale était heureuse d'apprendre que les membres du Conseil d'administration étaient encore plus engagés après leurs missions sur le terrain où ils avaient pu voir de leurs propres yeux le travail que faisait le personnel, souvent dans les conditions les plus difficiles. La visite commune en Haïti avait démontré encore plus combien il importait de constater comment fonctionnaient les missions intégrées des Nations Unies et comment l'UNICEF opérait sur le terrain dans le cadre d'une mission intégrée dans un contexte difficile.

119. La Directrice générale a souligné qu'il ressortait du point qui avait été fait sur l'action de l'UNICEF à la suite des situations d'urgence au Myanmar et en Chine que les organismes des Nations Unies avaient pris des mesures extraordinaires pour venir en aide aux victimes.

120. Pour terminer, la Directrice générale a souligné que la direction de l'UNICEF avait très à cœur la sécurité du personnel et travaillait au sein du processus interinstitutionnel ainsi qu'avec le personnel de sécurité de l'UNICEF en vue de déterminer quelle était la meilleure façon de réduire les risques pour les fonctionnaires qui opéraient dans des conditions très difficiles et souvent dangereuses. Elle appréciait les relations de travail que l'administration de l'UNICEF entretenait avec les associations du personnel pour faire face à ce problème et à d'autres.

121. Dans sa déclaration de clôture, le Président a remercié le Conseil d'administration et le secrétariat pour leur coopération constructive qui avait permis d'adopter certaines décisions très importantes. L'accord intervenu sur la Stratégie de l'UNICEF pour la protection de l'enfance était crucial, la protection des enfants étant l'une des activités de base de l'UNICEF. Le Président a noté que la décision relative à la mise en œuvre de la politique en matière d'égalité des sexes à l'UNICEF avait montré combien il importait de travailler pour les droits des femmes et des filles en vue de faciliter le développement. Les débats avaient également mis en relief la crise mondiale des prix des produits alimentaires, un problème qui deviendrait de plus en plus important dans l'activité de l'UNICEF. Le Président a également noté que l'action menée à l'issue des catastrophes survenues au Myanmar et en Chine, dont on avait fait le point au Conseil d'administration, avait démontré une fois de plus combien le travail de l'UNICEF était important dans les situations de catastrophe. Pour terminer, il a indiqué que l'examen à mi-parcours du plan stratégique à moyen terme était un point important qui serait inscrit à l'ordre du jour de la deuxième session ordinaire et qu'au cours de cette session le Conseil d'administration réexaminerait la question d'une extension éventuelle du plan stratégique, à la suite de plusieurs consultations officieuses qui auraient lieu sur la question avant la session.

Annexe

Décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2008

2008/8 Projets de descriptif de programme de pays (documents E/ICEF/2008/P/L.4 – E/ICEF/2008/12/Corr.1)

Le Conseil d'administration,

Approuve le budget indicatif global des programmes de coopération des pays suivants :

<i>Région/pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2008/___</i>
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale				
Bénin	2009-2013	23 107 500	36 900 000	P/L.4 et Corr.1
République démocratique du Congo	2009-2013	5 634 000	25 000 000	P/L.5
Niger	2009-2013	84 672 000	80 000 000	P/L.6
Nigéria	2009-2012	152 960 400	302 690 000	P/L.7 et Corr.1
Amériques et Caraïbes				
Équateur	2009	690 300	5 000 000	P/L.8
Guatemala	2009	801 900	4 619 500	P/L.9 et Corr.1
Asie du Sud				
Afghanistan	2009	30 168 900	60 884 000	P/L.10 et Corr.1
Pakistan	2009-2010	28 683 000	86 700 000	P/L.11
Moyen-Orient et Afrique du Nord				
Soudan	2009-2012	30 427 000	240 000 000	P/L.12 et Corr.1

*Session annuelle
5 juin 2008*

2008/9 Recommandations relatives au relèvement du plafond des autres ressources affectées à des programmes de pays approuvés

Le Conseil d'administration,

Approuve une augmentation totale de 251 230 000 dollars du plafond des autres ressources affectées aux programmes approuvés des 27 pays répertoriés dans le tableau ci-dessous (document E/ICEF/2008/P/L.13) pour la durée des programmes restant à courir, sous réserve que des contributions au titre des autres ressources soient disponibles.

Relèvement du plafond des autres ressources affectées à des programmes de pays approuvés pour 2008

(En dollars des États-Unis)

<i>Région/pays</i>	<i>Document E/ICEF/</i>	<i>Durée du programme</i>	<i>Plafond approuvé pour les autres ressources (A)</i>	<i>Ou montants reçus à ce jour</i>	<i>Montant supplémentaire proposé (B)</i>	<i>Montant total du plafond des autres ressources (A + B)</i>
Afrique de l'Est et Afrique australe						
Botswana	2007/P/L.40	2008-2009	4 000 000	3 188 870	2 000 000	6 000 000
Burundi	2007/P/L.4	2008-2008	7 930 000	8 975 500	6 570 000	14 500 000
Namibie	2005/P/L.1 et Corr.1	2006-2010	21 665 000	7 241 000	6 000 000	27 665 000
Somalie	2007/P/L.39	2008-2009	48 000 000	29 035 760	12 000 000	60 000 000
Swaziland	2005/P/L.30 et Corr.1	2006-2010	21 250 000	17 908 730	15 000 000	36 250 000
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale						
Burkina Faso	2005/P/L.3	2006-2010	40 500 000	17 915 240	20 000 000	60 500 000
Côte d'Ivoire	2007/P/L.10	2008	15 000 000	17 260 500	14 000 000	29 000 000
Gabon	2006/P/L.8	2007-2011	4 160 000	1 826 750	5 050 000	9 210 000
Mauritanie	2002/P/L.7	2003-2008	18 000 000	15 145 450	3 000 000	21 000 000
Nigéria	2007/P/L.12	2008-2008	49 000 000	53 385 430	17 500 000	66 500 000
Amériques et Caraïbes						
Haïti	2007/P/L.50	2008	12 200 000	10 077 000	4 950 000	17 150 000
Honduras	2006/P/L.47	2007-2011	9 745 000	4 949 660	14 000 000	23 745 000
Venezuela (République bolivarienne du)	2007/P/L.48	2008	1 890 000	2 411 320	1 900 000	3 790 000
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants						
Albanie	2005/P/L.13	2006-2010	12 000 000	10 181 580	4 500 000	16 500 000
Arménie	2004/P/L.10	2005-2009	5 069 000	4 190 385	1 000 000	6 069 000
Bosnie-Herzégovine	2004/P/L.12/Rev.1	2005-2008	13 000 000	10 312 170	2 000 000	15 000 000
Géorgie	2005/P/L.16	2006-2010	6 000 000	5 788 774	4 000 000	10 000 000
Monténégro	2006/P/L.60	2007-2009	2 000 000	1 176 400	1 000 000	3 000 000
Roumanie	2004/P/L.15	2005-2009	11 615 000	8 634 700	3 385 000	15 000 000
Turquie	2005/P/L.18	2006-2010	25 000 000	15 891 170	15 000 000	40 000 000
Asie de l'Est et Pacifique						
Cambodge	2005/P/L.7	2006-2010	68 970 000	60 406 340	4 940 000	73 910 000
Chine	2005 P/L.8	2006-2010	40 000 000	31 294 590	42 000 000	82 000 000
Myanmar	2005/P/L.9	2006-2010	65 000 000	58 162 500	28 000 000	93 000 000
Timor-Leste	2007/P/L.18	2008	10 000 000	9 856 650	11 000 000	21 000 000

<i>Région/pays</i>	<i>Document E/ICEF/</i>	<i>Durée du programme</i>	<i>Plafond approuvé pour les autres ressources (A)</i>	<i>Ou montants reçus à ce jour</i>	<i>Montant supplémentaire proposé (B)</i>	<i>Montant total du plafond des autres ressources (A + B)</i>
Asie du Sud						
Maldives	2007/P/L.21	2008-2010	3 000 000	785 853	1 784 000	4 784 000
Moyen-Orient et Afrique du Nord						
Iran (République islamique d')	2004/P/L.21	2005-2009	9 000 000	9 158 000	4 780 000	13 780 000
Maroc	2006/P/L.21	2007-2011	11 000 000	9 415 623	5 871 000	16 871 000
Relèvements (montant total)					251 230 000	

Session annuelle
5 juin 2008

2008/10 Évaluation de la mise en œuvre de la politique d'égalité des sexes à l'UNICEF : mesures de suivi prévues

Le Conseil d'administration,

1. *Réaffirme* que l'égalité des sexes constitue l'une des stratégies intersectorielles du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF;

2. *Estime* qu'il importe d'évaluer périodiquement la mise en œuvre des politiques relatives à l'égalité des sexes, qui est l'une des stratégies intersectorielles du plan stratégique à moyen terme, en vue d'améliorer les résultats obtenus dans ce domaine;

3. *Se déclare préoccupé* par les lacunes mentionnées dans le rapport d'évaluation;

4. *Prie* l'UNICEF de lui présenter, à sa première session ordinaire de 2009, la réponse de l'administration à toutes les recommandations issues de l'évaluation de la mise en œuvre de la politique d'égalité des sexes à l'UNICEF, notamment les mesures prévues et leur calendrier de mise en œuvre;

5. *Prie également* l'UNICEF de veiller à l'application en temps voulu des recommandations issues de l'évaluation et d'en assurer le suivi, conformément à la réponse apportée par l'administration, et d'élaborer un cadre de suivi et de contrôle permettant de mesurer les progrès accomplis en la matière;

6. *Prie en outre* l'UNICEF de suivre et de contrôler l'affectation de ressources et leur utilisation aux fins de l'égalité des sexes, dans le cadre de sa méthode de gestion axée sur les résultats;

7. *Demande* que les progrès réalisés dans le domaine de l'égalité des sexes, en particulier en termes de résultats et d'incidences, soient présentés en tant qu'élément à part entière du rapport annuel de la Directrice générale.

Session annuelle
5 juin 2008

2008/11 Rapport annuel de la Directrice générale

Le Conseil d'administration,

1. *Prend note* du « Rapport annuel de la Directrice générale : progrès accomplis et résultats obtenus dans le cadre du Plan stratégique à moyen terme » (E/ICEF/2008/10);

2. *Se félicite* des progrès réalisés par l'UNICEF qui a renforcé son orientation stratégique et ses partenariats pour appuyer l'action menée aux niveaux national et international en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs convenus sur les plans national et international en faveur du bien-être des enfants;

3. *Constate* que beaucoup de pays ont encore d'énormes difficultés dans les cinq domaines d'intervention du plan stratégique à moyen terme et engage à cet égard l'UNICEF à continuer à intensifier le soutien qu'il leur apporte, en particulier pour ce qui est du renforcement des capacités nationales, dans le but de venir à bout des problèmes qui subsistent;

4. *Se félicite* de trouver dans le rapport annuel une vue d'ensemble des résultats des activités menées par l'UNICEF et ses partenaires dans les cinq domaines d'intervention du plan stratégique à moyen terme et prend note du compendium de données détaillées et actualisées sur les grandes tendances et principaux indicateurs qui l'accompagne; et demande que ce rapport soit joint aux rapports annuels ultérieurs de la Directrice exécutive;

5. *Souligne* que le rapport annuel tient une place essentielle dans le dispositif de présentation de comptes rendus de l'application du plan stratégique à moyen terme au Conseil d'administration, et attend avec intérêt le rapport qui doit être présenté à la deuxième session ordinaire de 2008 sur l'examen à mi-parcours;

6. *Demande* à l'UNICEF, lorsqu'il établit le rapport annuel, de s'attacher tout particulièrement à fournir des informations et des analyses sur les principales difficultés rencontrées dans chacun des domaines d'intervention, le but étant d'aider les pays à progresser plus vite dans la réalisation des principaux objectifs en faveur des enfants, en particulier les pays qui rencontrent le plus de difficultés en la matière;

7. *Engage* l'UNICEF à continuer à améliorer ses prestations au regard de tous les indicateurs de la qualité de la gestion, et lui demande instamment d'accroître le pourcentage des recrutements à des postes inscrits au budget ordinaire et à des postes au titre des financements d'urgence assurés dans les 90 jours;

8. *Se félicite* des 10 initiatives entreprises par l'UNICEF pour améliorer son efficacité et lui demande de présenter, à la première session ordinaire de 2009, un document décrivant les incidences de ces 10 initiatives sur la qualité de ses prestations.

*Session annuelle
5 juin 2008*

**2008/12 Stratégie de l'UNICEF pour la protection de l'enfance à l'appui
du plan stratégique à moyen terme**

Le Conseil d'administration,

1. *Réaffirme* que le plan stratégique à moyen terme constitue le cadre d'orientation pour tous les domaines de programmation de l'UNICEF;
2. *Approuve* la « Stratégie de l'UNICEF pour la protection de l'enfance » (E/ICEF/2008/5/Rev.1) en tant que document de stratégie de l'UNICEF pour ses programmes et initiatives dans ce domaine, élaboré en vue de l'application du plan stratégique à moyen terme;
3. *Demande* à la Directrice générale de faire en sorte que l'UNICEF redouble d'efforts pour développer encore les capacités nationales afin d'améliorer les résultats en matière de protection de l'enfance, comme décrit dans cette stratégie d'appui au plan stratégique à moyen terme.

Session annuelle 5 juin 2008
